



Direction des services Techniques
AP/VM/LP/FB

01.34.08.95.77
techniques@ville-parmain.fr

N°2025/120

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE RÉGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION
AUTORISANT LA SOCIÉTÉ MERAMO À RÉALISER UNE ÉTUDE GÉOTECHNIQUE POUR SONDAGES SITE
D'AFFAISSEMENT DES BERGES SUR LE CHEMIN DE HALAGE**

Le Maire de la Commune de PARMAIN ;

Vu le code de la route et notamment les articles R. 110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25 à R.411-28, et R 417-1 à R.418-9 et L.121-2 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2212-1, L.2212-2, L2212-5, L.2213-1 à L.2213-5 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiée et complétée par la loi n° 96-142 du 21 février 1996 ;

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L.113-1 et R.131-2 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963, modifiée par divers arrêtés subséquents, et notamment le(s) article(s) R.312-4 du Livre I – 4^{ème} partie, R.312-5, R.312-6, R.314-1, R.314-3, R 312.10 à R.312-14 et R.411-22 à R.411-23, 64 du Livre I – 4^{ème} partie ;

Vu la demande de la société MERAMO, mandatée par le SMBO, en date du 18 juin 2025, qui souhaite réaliser une étude géotechnique pour sondages site d'affaissement des berges sur le Chemin de Halage sur la commune de Parmain ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public ;

A R R Ê T É

Article 1

La société MERAMO, représentée par M. Francis TANO, sise 139 avenue de la Division Leclerc – 92290 CHATENAY-MALABRY, est autorisée à réaliser une étude géotechnique pour sondages site d'affaissement des berges sur le Chemin de Halage à partir du mardi 1^{er} juillet 2025 jusqu'au lundi 7 juillet 2025.

Article 2

L'entreprise a l'obligation de maintenir l'accès aux riverains, aux véhicules de secours et aux véhicules des ordures ménagères pendant toute la durée de son intervention.

Article 3

L'entreprise doit s'assurer que le balisage de son chantier soit visible aussi bien de jour que de nuit.

Article 4

La signalisation sera mise en place et entretenue par les soins et aux frais de l'entreprise.

L'entreprise a la charge de la signalisation dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, elle est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 5

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.

Article 6

Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraîne la suspension immédiate des travaux.


Article 7

Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Ville, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ISLE ADAM, Monsieur le Responsable de la Police Municipale de L'ISLE-ADAM/PARMAIN, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ISLE ADAM,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Commandant des casernes des Pompiers de l'Isle Adam et de Champagne sur Oise,
- La société MERAMO,
- Secrétariat Général,
- Service technique,

Fait à PARMAIN, le 18 juin 2025

L'Adjointe au maire Travaux urbains-voirie



Mme Valérie MICHEL



L'Adjoint au maire Sécurité-circulation,



M. Alain PRISSETTE

Publié le : 18 juin 2025
Notifié le : 18 juin 2025
Exécutoire le : 18 juin 2025

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai 2 mois à compter de la notification auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise qui peut également être saisi directement via l'application « Télérecours citoyens » : (<https://www.telerecours.fr>).